

Buffet froid

par André Lavoie

L'État québécois semble tellement fauché qu'il est prêt à tout pour renflouer ses coffres dégarnis, quitte à faire des mécontents, mais déclarant sans cesse, la main sur le cœur, qu'il n'augmentera plus les taxes et les impôts. Prenez l'affaire récente des serveuses et serveurs. Eux qui sont (presque) toujours tout sourire pour vous servir viennent de recevoir une belle gifle de la part du fisc québécois. Leurs pourboires, durement gagnés, ne s'accumuleront plus loin des regards voraces des fonctionnaires du ministère du Revenu. On exige maintenant d'eux qu'ils les déclarent, qu'ils en versent une partie pour le bien commun et que leurs patrons, les restaurateurs et propriétaires de bars, fassent les chiens de garde parce que, comme on dit, la loi c'est la loi.

Ainsi, les propriétaires de salles de cinéma et de cinéparcs du Québec sont-ils à leur façon les *waitress* du septième art, apportant sur les écrans le *junk food* américain, la gastronomie européenne et, à l'occasion mais de moins en moins souvent, quelques mets exotiques en provenance de l'Amérique latine, de l'Asie... et du Québec. On sert au client ce qu'il réclame et il semble raffoler de la poutine hollywoodienne, servie à toutes les sauces, de préférence grasse, dégoulinante, faible en vitamines intellectuelles mais riche en effets spéciaux calorifiques. La recette fait merveille.

Le gouvernement du Québec tente d'aller chercher l'argent là où il se trouve pour continuer de payer l'épicerie, certes, mais aussi pour respecter ses nombreux engagements dans les domaines aussi différents que cruciaux que sont l'éducation, la santé et la culture. Mais voilà, la modestie de ses moyens conjuguée à l'ampleur de la tâche force les ministres et les fonctionnaires à imaginer de nouvelles stratégies d'extraction monétaire qui ne font pas que des heureux. Et ceux-ci ne se privent pas d'accaparer toutes les tribunes pour faire entendre leurs do-

léances et leurs désaccords. En substance, c'est ce qui s'est produit le printemps dernier alors que la ministre de la Culture et des Communications, Louise Beaudoin, avançait l'idée d'une redevance de 20¢ sur chaque billet de cinéma vendu, redevance qui servirait à gonfler un fonds de développement pour le long métrage québécois. Voilà bien un secteur de la culture québécoise qui ne se porte pas très bien, tel un malade égaré dans un corridor de salle d'urgence. Le succès démentiel des **Boys** de Louis Saïa (4 millions de dollars de recettes aux guichets) n'a fait que révéler l'indifférence criante du public d'ici pour son cinéma, ce triomphe étant considéré comme exceptionnel parce qu'il ne se répète qu'une fois tous les dix ans... et encore.

La Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) ne peut faire cavalier seul pour soutenir une industrie cinématographique *made in* Québec, surtout dans un contexte aussi malsain que celui dans lequel nous baignons en ce moment: l'obsession du déficit zéro, la télévision de plus en plus vorace (un seul épisode d'**Urgence** équivalait à la moitié du budget d'un long métrage), la cure minceur de Téléfilm Canada imposée par un gouvernement fédéral qui rêve de placarder des drapeaux canadiens *coast to coast*, la mainmise toujours plus grande des *majors* américains qui n'hésitent pas à accaparer tous les écrans pour que l'Amérique du Nord puisse bâiller en chœur devant **Godzilla**, etc. Le contexte économique et politique fait en sorte que les efforts de guerre pour la culture sont parfois mal vus et que l'absence de compressions dans un secteur de l'État est perçue comme une immense victoire contre le néo-libéralisme! Pour Louise Beaudoin, la redevance de 20¢, c'était une façon comme une autre d'aller chercher environ 11 millions de dollars par année, une somme modeste mais qui, pour deux ou trois cinéastes, aurait fait toute la différence.

Bien sûr, l'argent ne viendrait pas des *majors* qui accaparent 86% des écrans et 87% des recettes mais de tous les spectateurs, peu importe le «mets» qu'ils préfèrent. De là à y voir une nouvelle taxe déguisée ou une ponction trop vorace prise à même les pourboires de la *waitress* du septième art, il y a un pas que l'Association des propriétaires de salles de cinéma et de cinéparcs a allégrement franchi. Pour Jean Colbert, porte-parole de l'Association, pas question de fouiller dans ses poches: «Le Québec est la société la plus taxée en Amérique du Nord. Faut-il en rajouter? C'est une question de principes. Nous répondons: non.» (**Le Devoir**, 17 juin 1998). D'autres encore comme Carole Boudreault, également de

«Pierre Curzi fait remarquer à quel point notre cinéma, si dynamique au cœur des années 60, reposait sur l'énergie de ses créateurs et à quel point, petit à petit, ceux-ci se sont fait tasser des instances décisionnelles. "L'industrie a pris toute la place. Sur un plateau, on n'a plus le temps de tourner plusieurs prises. L'espace de jeu et de liberté s'amenuise", affirme-t-il. Problèmes de qualité, de quantité aussi, notre long métrage a du plomb dans l'aile. Lucette Lupien, la directrice de l'ARRQ, lance un cri d'alarme: "Il y a dix ans, on tournait au Québec 16 longs métrages en français par année. Aujourd'hui, ils ne sont plus que huit." Selon Philippe Baylaucq, président de l'ARRQ, cette masse critique devait grimper à une vingtaine de films par année pour dynamiser l'ensemble, mais il souhaite que la grappe soit diversifiée entre films à gros, moyens et petits budgets, histoire de faire place à la relève.»

(Odile Tremblay, «Les créateurs réclament audience», **Le Devoir**, 29 avril 1998, p. B10)